

# RECUEIL SYSTÉMATIQUE

## Plan détaillé du classeur 8B

Mis à jour au 30 décembre 2020

82	<b>TRAVAIL</b>
82.10.02	Loi n° 015-2002 du 16 octobre 2002 portant code du travail
	<u>Modifications</u>
└ 82.07.16	Loi n° 16/010 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la loi du 16 octobre 2002 portant code du travail
82.05.14	Ordonnance n° 14/010 du 14 mai 2014 fixant la liste des jours fériés légaux en République démocratique du Congo
82.10.15	Arrêté ministériel n° 045/CAB/VPM/METPS/2015 du 8 octobre 2015 portant modalités d'application des dispositions du code du travail en matière de la sous entreprise
82.02.17	Loi n° 17/001 du 8 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé
82.05.18	Décret n° 18/018 du 24 mai 2018 portant mesures d'application de la loi n° 17-001 du 8 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé
	<u>Modifications</u>
└ 82.10.20	Décret n° 20/024 du 12 octobre 2020 modifiant et complétant le décret n° 18/018 du 24 mai 2018 portant mesures d'application de la loi n° 17-001 du 8 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé
82.05.18.1	Décret n° 18/019 du 24 mai 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé
	<u>Modifications</u>
└ 82.10.20.1	Décret n°20/025 du 12 octobre 2020 modifiant et complétant le décret n°18/019 du 24 mai 2018 portant création, organisation et

	fonctionnement de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé
<b>820</b>	<b>ADMINISTRATION DU TRAVAIL</b>
820.04.65	Ordonnance n° 145 du 30 avril 1965_Création du « Bureau de placement des marins »
820.01.68	Ordonnance n° 68-42 du 20 janvier 1968_Indemnités de session des membres du Conseil national du travail
820.08.73	Arrêté départemental n° 0027/73 du 28 août 1973 fixant les conditions du fonctionnement du Conseil national du travail
820.03.92	Arrêté n° 409/017/92 du 23 mars 1992 portant création du pool des marins
820.10.01	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/KF/ 010/2001 du 13 octobre 2001 portant création d'un bureau national pour l'éthique professionnelle « BUNEP »
820.02.05	Décret n° 05/006 du 23 février 2005 portant création, organisation et fonctionnement du programme-cadre de création d'emplois et de revenus, en sigle « PROCER »
820.08.08	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN.ETPS/044/2008 du 8 août 2008 fixant les modalités de placement des travailleurs
820.09.08	Arrêté ministériel/CAB.MIN/ETPS/062/ 08 du 18 septembre 2008 fixant les conditions d'ouverture, d'agrément et de fonctionnement des services privés de placement
820.09.08.1	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/ETPS/081/2008 du 19 septembre 2008, portant création, organisation et fonctionnement du Programme national pour l'emploi des jeunes « Pro-Yen » en sigle
820.03.10	Arrêté ministériel n° 003/CAB/PVPM/ETPS/2010 du 23 mars 2010 portant fixation du barème des primes permanentes des cadres et agents du Programme national pour l'emploi des jeunes « PRO-YEN/YEN RDC »
820.03.10.1	Arrêté ministériel n° 004/CAB/PVPM/ETPS/2010 du 24 mars 2010 modifiant l'arrêté ministérielle du 5 septembre 2005 portant fixation du barème des primes du personnel du secrétariat technique pour la promotion de l'emploi

820.06.10	Arrêté n° 0013/CAB/MIN/PVPM/ETPS/2010 du 2 juin 2010 portant création d'une commission chargée de la coordination de la campagne de vulgarisation et de sensibilisation sur les conditions de travail dans les entreprises
820.07.10	Arrêté ministériel n° 0033/CAB/PVPM/ETPS/2010 du 27 juillet 2010 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission permanente de suivi des recommandations et des résolutions de l'Organisation internationale du travail, « C.P.S.R. » en sigle
820.08.10	Arrêté ministériel n° 0035/CAB/PVPM/ETPS du 4 août 2010 portant fixation du barème des primes permanentes des primes allouées au personnel du Bureau national pour l'éthique professionnelle « BUNEP »
820.10.10	Arrêté ministériel n° 0047/CAB/PVPM/2010 du 28 octobre 2010 portant dispositions générales applicables aux programmes nationaux créés au sein du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale
820.01.12	Décret n° 012/003 du 19 janvier 2012 fixant les statuts d'un établissement public dénommé « Office national de l'emploi, « ONEM », en sigle
820.12.12	Arrêté interministériel n° 11/CAB/MIN/ETPS/MBL/ABA/dag/2012 et n° 018/CAB/MIN/BUDGET/ 2012 du 22 décembre 2012 actualisant l'Arrêté interministériel n° 091/CAB/ETPS/BGS/NAJ/pkg/ 2011 et n°/CAB/MIN/BUDG/JBNK/NAJ/pkg/2011 du 28 décembre 2011 portant fixation du barème des primes spécifiques et permanentes en faveur des cadres et agents du Programme national pour l'équité du genre dans le monde du travail, « GET » en sigle.
820.03.13	Arrêté ministériel n° 028/CAB/MIN/ETPS/MBL/DKL/dag/2013 du 18 mars 2013 portant fixation du taux de la contribution patronale mensuelle due par les employeurs à l'Office national de l'emploi, « ONEM », en sigle
820.07.16	Décret n° 16/020 du 16 juillet 2016 fixant les statuts d'un établissement public dénommé Observatoire de surveillance de la corruption et de l'éthique professionnelle, en sigle « OSCEP »

820.08.18	Arrêté ministériel n° 095/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 17 août 2018 modifiant et complétant l'arrêté ministériel n° 037/CAB/MINETAT/MTEPS/FBM/2017 du 23 octobre 2017 portant fixation du taux de la contribution patronale mensuelle due par les employeurs à l'Office national de l'emploi
820.11.18	Décret n° 18/035 du 19 novembre 2018 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds spécial pour la promotion, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, en sigle « FSPEE »
<b>821</b>	<b>CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL</b>
821.06.93	Arrêté ministériel n° 9 du 7 juin 1993_Création de la commission de suivi des résolutions du Conseil national du travail
821.07.11	Arrêté ministériel n° 062/CAB/PVPM/ETPS/2011 du 22 juillet 2011 fixant la forme, la preuve et le visa du contrat de travail
821.11.12	Arrêté ministériel n° 038/CAB/MIN/ETPS/MBL/CNT/dag/2012 du 19 novembre 2012 modifiant et complétant l'arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/ETPS/118/2005 du 26 octobre 2005 portant fonctionnement du Conseil national du travail (CNT)
<b>822</b>	<b>SALAIRES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DU TRAVAILLEUR</b>
822.10.67	Ordonnance n° 67-442 <sup>bis</sup> du 1 <sup>er</sup> octobre 1967_ Réglementation des salaires minima interprofessionnels et des allocations familiales minima
822.10.67.1	Arrêté ministériel n° 16/67 du 3 octobre 1967_Examen annuel du niveau des prix et des salaires
822.05.68	Arrêté ministériel n° 68/11 du 17 mai 1968_Rémunération des heures supplémentaires
822.05.68.1	Arrêté ministériel n° 68/12 du 17 mai 1968_Repos hebdomadaire_Réglementation du travail
822.08.70	Arrêté ministériel n° 70/0017 du 11 août 1970_La classe de passage et le poids des bagages auxquels ont droit le travailleur et sa famille en cas de voyage à la charge de l'employeur
822.08.80	Arrêté départemental n° 80/0056 du 23 août 1980 fixant les modalités et procédures de la compensation des allocations familiales
822.11.80	Ordonnance n° 80-284 du 29 novembre 1980 portant réduction des zones salariales et uniformisation des allocations familiales minima

822.07.93	Arrêté ministériel n° 12/CAB/MTMOPS/024/93 du 16 juillet 1993_Création de la commission de la politique salariale
822.09.02	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/AR/KF/ 059/02 du 27 septembre 2002 déterminant les mesures d'exécution du décret n° 080/2002 du 3 juillet 2002 portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, des allocations familiales minima et de la contre-valeur du logement
822.10.05	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/115/2005 du 26 octobre 2005 fixant les modalités d'exécution par l'employeur de l'obligation d'assurer le transport des travailleurs
822.10.05.1	Arrêté ministériel n° 12/CAB.Min/TPS/110/2005 du 26 octobre 2005 fixant les modalités d'attribution de logement, de sa contre-valeur et des conditions auxquelles il doit répondre
822.04.08	Ordonnance n° 08-040 du 30 avril 2008 portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, des allocations familiales minima et de la contre-valeur du logement
822.08.08	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/ETPS/042/08 du 8 août 2008 fixant le modèle de livre de paie et de décompte écrit de la rémunération
822.02.09	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MINETPS/08/2009 du 5 février 2009 déterminant les modalités de fonctionnement de la commission tripartite chargée du suivi de l'application du smig
822.05.18	Décret n° 18/017 du 22 mai 2018 portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, des allocations familiales minima et de la contre-valeur du logement
822.11.18	Arrêté ministériel du 8 novembre 2018 fixant les conditions et modalités de dévolution du service de paiement des allocations familiales par l'employeur
822.11.18.1	Arrêté ministériel n° 137/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 déterminant le montant, les modalités de paiement des allocations familiales et les conditions de suspension
822.11.18.2	Arrêté ministériel n° 138/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 fixant les taux et modalités des pénalités en cas de retard de versement des cotisations sociales et de défaut de production de déclaration dans le délai

<b>823</b>	<b>CONDITIONS GÉNÉRALES DE TRAVAIL</b>
823.08.58	Ordonnance n° 22-340 du 21 août 1958_Régime dérogatoire à la durée du travail dans les entreprises de transport et pour les travaux de transport
823.05.68	Arrêté ministériel n° 68/12 du 17 mai 1968_Repos hebdomadaire_Réglementation du travail
823.05.68.1	Arrêté ministériel n° 68/13 du 17 mai 1968_Conditions de travail des femmes et enfants
823.08.70	Arrêté ministériel n° 70/0016 du 11 août 1970_Règlement d'entreprise
823.10.05	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/114/2005 du 26 octobre 2005 portant interdiction du harcèlement sexuel ou moral dans l'exécution du contrat de travail
823.06.06	Arrêté interministériel n° 12/MINTPS/AR/34/2006 du 10 juin 2006 portant création et fonctionnement du Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants
823.08.08	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPSI/045/08 du 8 août 2008 fixant les conditions de travail des enfants
823.07.11	Arrêté ministériel n° 063/CAB/PVM/ETPS/2011 du 22 juillet 2011 fixant les modalités de renouvellement des contrats de travail à durée déterminée
823.04.13	Arrêté ministériel n° 040/CAB/MIN/ETPS/MBL/MMG/pkg/2013 du 9 avril 2013 portant mesures d'application du code du travail relatives à la durée et à la libération de l'horaire de travail
<b>824</b>	<b>INSPECTION DU TRAVAIL</b>
824.04.96	Arrêté ministériel 12/CAB/MTPS/092/96 du 29 avril 1996 portant abrogation de l'arrêté 12/MTMOPS/CAB/016/93 du 6 juillet 1993 fixant la dénomination, le siège et le ressort territorial des services de l'inspection générale du travail
824.08.00	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/FPTPS/M.K./55/00 du 31 août 2000 portant fonctionnement, fixation et détermination des sièges et ressorts territoriaux des services de l'Inspection générale du travail

824.01.12	Décret n° 12/002 du 19 janvier 2012 portant création et organisation d'un service public dénommé « Inspection générale du travail », « IGT », en sigle
824.12.14	Ordonnance n° 14/080 du 8 décembre 2014 portant règlement d'administration relatif au personnel de l'Inspection générale du travail, IGT en sigle
824.03.18	Arrêté ministériel n° 030/CAB/MINETAT/MTEPS/FBKJ01/2018 du 24 mars 2018 fixant la dénomination, le siège, la compétence et le ressort territorial des services de l'Inspection générale du travail
<b>825</b>	<b>FIN, SUSPENSION DU RAPPORT DE TRAVAIL_LITIGES</b>
825.06.93c	Instruction du 8 octobre 1993 destinée aux inspecteurs et contrôleurs du travail et relative à l'autorisation de licenciement massif
825.10.05	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/113/2005 du 26 octobre 2005 fixant les droits et les obligations des parties pendant la suspension du contrat de travail
825.10.05.1	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/116/2005 du 26 octobre 2005 fixant les modalités de licenciement des travailleurs
825.10.05.2	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/117/2005 fixant la durée et les conditions de préavis
825.08.08.1	Arrêté ministériel n° 12/CAB-MIN/ETPS/039/08 du 8 août 2008 portant fixation des droits et obligations des employeurs et des travailleurs, parties à un conflit collectif du travail
825.08.08.2	Arrêté ministériel 12/CAB.MIN/ETPS/041/08 du 8 août 2008 relatif au recours judiciaire contre la décision de l'inspecteur du travail en cas de licenciement ou de mutation d'un délégué titulaire et suppléant
825.08.09c	Note circulaire n° 12/CAB.MIN/ETPS/05/09 du 14 août 2009 relative aux instructions procédurales pour l'usage du droit de grève en République démocratique du Congo aux organisations professionnelles des employeurs et des travailleurs, entreprises et établissements de toute nature.
825.04.10	Arrêté ministériel 006/CAB/PVPM/ETPS/2010 du 1 <sup>er</sup> avril 2010 fixant les modalités de déclaration d'embauche et de départ d'un travailleur

825.04.10.1	Arrêté ministériel 008/CAB/PVPM/ETPS/2010 du 1 <sup>er</sup> avril 2010 fixant les modalités de déclaration d'ouverture et de fermeture d'établissement ou d'entreprise
<b>826</b>	<b>TRAVAILLEURS NATIONAUX ET ÉTRANGERS</b>
826.02.81	Arrêté départemental n° 81/014 du 23 février 1981 modifiant et remplaçant l'arrêté 07/74 du 12 juillet 1974 portant règlement intérieur de la Commission nationale de l'emploi des étrangers.
826.11.81	Arrêté départemental n° 067/81 du 5 novembre 1981 réglementant le transfert à l'étranger de la main-d'œuvre zairoise
826.08.83c	Lettre n° 12/D.T.P.S./CAB/0730/105/83 du 13 août 1983_Protection de la main-d'œuvre nationale (cas des ressortissants d'États africains devenus indépendants après la date du 6 juin 1974)
826.03.86	Arrêté départemental n° 86/001 du 31 mars 1986 déterminant la liste des emplois interdits aux étrangers
826.01.87	Arrêté départemental n° 87/005 du 21 janvier 1987 déterminant les conditions d'engagement des expatriés
826.11.93c	Instruction n° 056/93 du 10 novembre 1993_Traitement des dossiers de demande de la carte de travail pour étrangers
826.03.94	Arrêté interministériel n° 032 du 10 mars 1994_Fixation de la taxe sur la carte du travail des étrangers
826.10.05	Arrêté interministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/112/2005 du 26 octobre 2005 fixant les pourcentages maxima autorisés des travailleurs étrangers au sein des entreprises
826.01.10	Arrêté ministériel n° 005/CAB/PVPM/ETPS/2010 du 1 <sup>er</sup> avril 2010 fixant les modalités de déclaration annuelle de la situation de la main d'œuvre
<b>827</b>	<b>CONVENTION COLLECTIVE ET ORGANISATION PROFESSIONNELLE</b>
827.07.72	Ordonnance-loi n° 72-028 du 27 juillet 1972 autorisant la création de l'Association nationale des entreprises zairoises
827.01.91	Arrêté ministériel n° 001/91 du 7 janvier 1991_Modalités d'enregistrement des organisations professionnelles



827.03.91c	Circulaire n° 193/91 du 1 <sup>er</sup> mars 1991_Implantation du pluralisme syndicale dans le pays
827.07.91c	Circulaire n° 0006/91 du 23 juillet 1991_Versement de la cotisation syndicale
827.02.00c	Circulaire n° 22/MFPTPS/SG/027/2000 du 26 février 2000_Elections syndicales dans les entreprises et établissements de toute nature
827.09.01c	Circulaire n° 118/2001 du 17 septembre 2001 concernant la composition des bureaux de délégations syndicales dans les entreprises et établissements de toute nature
└ 827.10.15	<u>Modifications</u> Arrêté ministériel du 8 octobre 2015 modifiant et complétant l'arrêté n° 12/CAB.MIN/TPS/ar/NK/054 du 12 octobre 2004 fixant les modalités de la représentation et de recours électoral des travailleurs dans les entreprises ou les établissements de toute nature
└ 827.10.15.1	Arrêté ministériel n°046/CAB/VPM/METPS/2015 du 08 octobre 2015 modifiant et complétant l'arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/TPS/111/2005 du 26 octobre 2005 fixant les conditions d'agrément d'un secrétariat social
827.01.06c	Convention collective interprofessionnelle nationale du travail du 20 janvier 2006
<b>828</b>	<b>SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS</b>
828.05.14	Ordonnance du 12 mai 1914_Régime applicable aux moteurs, chaudières et machines à vapeur
828.05.14.1	Ordonnance du 12 mai 1914_Etablissements dangereux, insalubres et incommodes. Réglementation. Modifications
828.05.36	Ordonnance n° 56/AE du 13 mai 1936 relative aux conditions auxquelles doivent satisfaire les récipients destinés à contenir des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous
828.02.52	Ordonnance n° 23-37 du 1 <sup>er</sup> février 1952_Sécurité et salubrité du travail. Peinture par pulvérisation pneumatique
828.02.52.1	Ordonnance n° 23-60 du 14 février 1952_Contrôle médical de la silicose

828.02.53	Ordonnance n° 41-48_12 février 1953 Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes
828.07.53	Ordonnance n° 23-247 du 23 juillet 1953_Régime spécial des chaudières à vapeur
828.12.54	Ordonnance n° 41-399 du 6 décembre 1954_Manutention et entreposage des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous
828.02.56	Ordonnance n° 43-31 du 10 février 1956_ Déclarations d'accidents graves survenus dans les mines, usines métallurgiques, carrières, cimenteries et fours à chaux, ainsi que dans leurs dépendances directes
828.06.59	Ordonnance n° 22-342 du 28 juin 1959_Règlement sur l'installation et l'exploitation des engins de levage
828.06.66	Ordonnance n° 66-370 du 9 juin 1966_Sécurité sociale. Liste des maladies professionnelles
828.12.68	Arrêté ministériel n° 1250/CAB/06 du 12 octobre 1968 – Tarif de fourniture de lunettes et des appareils d'orthopédie et de prothèse aux travailleurs et à leur famille
828.12.71	Arrêté ministériel n° 0057/71 du 20 décembre 1971 portant réglementation de la sécurité sur les lieux de travail
828.08.72	Arrêté ministériel n° 0013 du 4 août 1972 fixant les conditions d'hygiène sur les lieux du travail
828.02.73	Arrêté n° 0017/73 du 6 février 1973 relatif à la sécurité sur les lieux de travail pour les travaux de terrassement, de fouille, ou d'excavation de toute espèce et les travaux de l'industrie du bâtiment
828.11.73	Arrêté départemental n° 0069/CAB/DEP MIN/ 73 du 15 novembre 1973 portant institution des comités de sécurité et d'hygiène dans les entreprises minières et leurs dépendances
828.10.75	Arrêté départemental n° 28/75 du 30 octobre 1975 relatif aux examens d'embauche et de reprise, aux examens médicaux nécessités par l'exposition des travailleurs à des risques particuliers et à l'exercice des travaux légers et salubres
828.01.76	Arrêté départemental n° 01/76 du 21 janvier 1976_Service médical ou sanitaire d'entreprise

828.05.77	Arrêté n° 71/77 du 5 mai 1977 fixant les mesures de prévention contre les intoxications par le plomb (le saturnisme professionnel)
828.12.78c	Circulaire n° DT/PS/BCE/1023/1/78 du 19 décembre 1978 adressée à l'inspecteur général du travail, aux inspecteurs principaux et inspecteurs et contrôleurs du travail et relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes soumis à la création des comités d'hygiène et de sécurité
828.11.80	Arrêté départemental n° 80/0070 du 14 novembre 1980 modifiant et remplaçant l'arrêté départemental 003/74 du 19 février 1974 agréant la division technique de l'Office zairois de contrôle
828.06.81c	Circulaire n° 22/000 896/IGT/HT/MMB/R. 611/81 du 8 juin 1981_Distribution de lait aux travailleurs effectuant des travaux insalubres ou incommodes
828.03.86	Arrêté n° 001/CCE/DECNT/86 du 4 mars 1986 portant mesures d'exécution de l'ordonnance 41-48 du 12 février 1953 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes
828.05.93	Arrêté n° 07 du 28 mai 1993 portant agrément de l'Institut de sécurité, hygiène et embellissement des lieux du travail (ISHE)
828.03.97	Arrêté ministériel n° 12/CAB/MTPS/0147/97 du 21 mars 1997_Conditions d'agrément et de maintien en fonctionnement des organismes privés de prévention des risques professionnels
828.02.01	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN /TPS/ VS04 /2001 du 13 février 2001 relatif au certificat d'aptitude physique au travail et au contrôle périodique des travailleurs exerçant certains emplois dangereux pour la santé
828.08.08	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/ETPS/043/2008 du 8 août 2008 fixant les conditions d'organisation et de fonctionnement des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail
828.08.08.1	Arrêté ministériel n° 12/CAB.MIN/ETPS/046/2008 du 8 août 2008 portant protection des machines et autres organes mécaniques et interdiction de la vente, location, de l'exposition ou de la cession à tout autre titre des machines dont les éléments dangereux sont dépourvus de dispositifs de protection appropriés

828.12.09c	Note circulaire n° 001/CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 5 décembre 2009 relative à la gestion des établissements dangereux, insalubres ou incommodes
828.10.16c	Note circulaire du 3 octobre 2016 Partenariat avec la clinique Unihealth Sàrl
828.11.18	Arrêté ministériel n° 140/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 fixant les modalités de promotion des risques professionnels
<b>83</b>	<b>SÉCURITÉ SOCIALE (ASSURANCES ET AIDES SOCIALES)</b>
830.04.58	Décret du 15 avril 1958_Associations mutualistes
830.05.59	Ordonnance n° 22-276 du 20 mai 1959_Associations mutualistes. Mesures d'exécution
830.05.59.1	Arrêté royal du 29 mai 1959_Associations mutualistes. Commission permanente
830.08.61	Arrêté ministériel n° 3/61 du 16 août 1961_Sécurité sociale des travailleurs domestiques. Modalités et conditions de versement des cotisations
830.08.65	Ordonnance n° 294 du 24 août 1965_Associations mutualistes. Conditions d'octroi de subsides. Modalités de leur attribution
830.11.67	Ordonnance n° 67-480 du 30 novembre 1967_Sécurité sociale. Barème indicatif d'invalidité
830.02.72	Ordonnance n° 72-111 du 21 février 1972 portant assujettissement à la branche des risques professionnels de la sécurité sociale des élèves des écoles professionnelles et artisanales, ainsi que des stagiaires et des apprentis
830.02.72.1	Ordonnance n° 72-112 du 21 février 1972 fixant les modalités d'application de la majoration du taux de cotisation de la branche des risques professionnels
830.04.74	Arrêté n° 05/74 du 3 avril 1974 relatif à la demande d'adhésion et à la déclaration de versement à l'assurance volontaire de la branche pension
830.04.78	Arrêté départemental n° 0021 du 10 avril 1978 relatif à l'affiliation des employeurs, à l'immatriculation des travailleurs ainsi qu'aux modalités et conditions de versement des cotisations de la sécurité sociale

830.01.88	Loi n° 88/022 du 29 janvier 1988 portant régime spécial de sécurité sociale pour les parlementaires
└ 830.10.12	<u>Modifications</u> Loi n° 12/006 du 4 octobre 2012 modifiant et complétant la loi n° 88/022 du 29 janvier 1988 portant régime spécial de sécurité sociale pour les parlementaires
830.08.92	Ordonnance n° 92-087 du 20 août 1992 portant déplaçonnement total de l'assiette des cotisations pour les branches des pensions, des risques professionnels et des allocations familiales
└ 830.04.12	<u>Modifications</u> Arrêté ministériel n° 029CAB/MIN/ETPS/KAP/LER/2012 du 24 avril 2012 modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté ministériel n° 050 du 23 août 1992 relatif à l'application de l'ordonnance n° 92-087 du 20 août 1992 portant déplaçonnement total de l'assiette des cotisations pour les branches des pensions, des risques professionnels et des allocations familiales
└ 830.03.13	Arrêté ministériel n° 019/CAB/MIN/ETPS/MBL/DKL/dag/2013 du 1 <sup>er</sup> mars 2013 modifiant et complétant l'arrêté ministériel n° 050 du 23 août 1982 relatif à l'application de l'ordonnance n° 92-087 du 20 août 1992 portant déplaçonnement de l'assiette des cotisations sociales pour les branches des pensions, des risques professionnels et des allocations familiales
830.05.95c	Circulaire n° 002/95 du 10 mai 1995 relative à la fixation de l'âge d'administration de la pension de retraite
830.06.95	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/AFF.SO/060/95 du 7 juin 1995 fixant les conditions d'agrément des services d'action sociale ou centres privés à vocation sociale
830.02.02	Décret n° 009/2002 du 5 février 2002 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Fonds social de la République démocratique du Congo, en sigle « FSRDC »
└ 830.07.05	<u>Modifications</u> Décret n° 05/063 du 22 juillet 2005 modifiant et complétant le décret n° 009/2002 du 5 février 2002 portant création et statuts d'un

	établissement public dénommé Fonds social de la République démocratique du Congo
830.08.02	Loi n° 010-2002 du 5 août 2002 portant institution de la pension spéciale pour les anciens présidents de la République et de la rente de survie en faveur des conjoints et des orphelins des anciens présidents de la République et des héros nationaux décédés
830.01.04	Arrêté ministériel n° MIN-AFF.SOC/CABMIN/002/2004 du 29 janvier 2004 portant création et organisation de la commission mixte de suivi, d'encadrement et de protection des enfants de la rue et des enfants dits sorciers
830.11.05	Décret n° 05/176 du 24 novembre 2005 portant création du programme national d'appui à la protection sociale, en sigle « PNPS »
830.06.07.1	Arrêté ministériel ° MINAH/CAB/MIN/004/2007 du 5 juin 2007 fixant es conditions d'agrément d'une Asbl ou O.N.G. œuvrant dans le secteur humanitaire en République démocratique du Congo
830.12.09	Décret n° 09/53 du 3 décembre 2009 fixant les statuts d'un établissement public dénommé Institut national de sécurité sociale en sigle « INSS »
830.09.12	Arrêté ministériel ° 063/CAB.MIN.AFF.SAH.SN/2012 du 17 septembre 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Corps des assistants sociaux en République démocratique du Congo
830.10.12.1 <sup>1</sup>	Arrêté ministériel ° 115/CAB.MIN/AFF.SAH.SN/012 du 27 octobre 2012 portant création, organisation et fonctionnement de la Coordination nationale en faveur des orphelins et enfants vulnérables, « OEV en sigle »
830.11.12	Arrêté ministériel n° 168/CAB/MIN/MJSCA/2012 du 29 novembre 2012 portant obligation de souscription d'assurance sportive
830.01.13	Décret n° 13/007 du 23 janvier 2013 fixant les statuts d'un établissement public dénommé « Fonds national de promotion et de service social », en sigle « F.N.P.S.S. »

---

<sup>1</sup> *Modification de la référence au 30 juin 2020.*

830.05.13	Ordonnance n°13/018 du 8 mai 2013 portant fixation du barème des jetons de présence des membres du conseil d'administration du Fonds social de la République démocratique du Congo
830.10.13	Arrêté ministériel n° 20/CAB.MIN/AFF.SAH.SN/2013 du 22 octobre 2013 portant modalités de participation des investisseurs publics et privés au financement de l'action sociale et humanitaire en République démocratique du Congo
830.12.15	Décret n° 15/031 du 14 décembre 2015 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Caisse nationale de sécurité sociale des agents publics de l'État « CNSSAP » en sigle
830.04.16	Arrêté ministériel n° 010/CAB/MIN/PL.SRM/2016 du 12 avril 2016 portant modification de l'arrêté ministériel n° 18/CAB.MIN/PL/LL/2007 du 27 juin 2007 portant création, organisation et fonctionnement d'un Observatoire congolais de la pauvreté et de l'inégalité
830.07.16	Loi n° 16-009 du 15 juillet 2016 fixant les règles relatives au régime général de la sécurité sociale
830.08.16	Arrêté interministériel n° 130 /03/2016 du 25 août 2016 et n° 124/CAB.MIN/AFF-SAH.SN/FNPSS /2016 du 25 juillet 2016 portant création, organisation et fonctionnement du Comité chargé du suivi de l'accompagnement institutionnel du ministère des Affaires étrangères et Coopération internationale dans la mobilisation des ressources extérieures du Fonds national de promotion et de Service social (FNPSS)
830.11.16	Arrêté ministériel n° 350/CAB.MIN/AFF-SAH. SN/2016 du 11 novembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement du Comité interministériel de suivi de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et de son protocole facultatif
830.02.17	Loi n° 17/002 du 8 février 2017 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la mutualité
830.07.17	Arrêté ministériel n° 006/ME/MIN.FP/2017 du 15 juillet 2017 fixant les modalités d'immatriculation au régime de sécurité sociale géré par la Caisse nationale de sécurité sociale des agents publics de l'État, « CNSSAP » en sigle

830.07.17.1	Arrêté ministériel n° 007/ME/MIN.FP/2017 du 15 juillet 2017 fixant les modalités d'octroi des prestations dans le cadre du régime de sécurité sociale gérée par la Caisse nationale de sécurité sociale des agents publics de l'État « CNSSAP » en sigle
830.08.17	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/022 du 29 août 2017 portant fixation des limites du montant des frais de traitement médical remboursés ou pris en charge par l'assureur à la suite d'un accident causé par un véhicule terrestre à moteur
830.08.17.1	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/023 du 29 août 2017 fixant le montant de l'indemnité mensuelle à verser en cas d'incapacité temporaire pour des personnes salariées et non salariées disposant des revenus
830.08.17.2	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/024 du 29 août 2017 fixant le barème fonctionnel indicatif, le taux de base d'incapacité et le plafond de l'indemnité à payer à la victime en cas d'incapacité permanente
830.08.17.3	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/025 du 29 août 2017 fixant le barème d'indemnisation de la souffrance physique et du préjudice esthétique
830.08.17.4	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/026 du 29 août 2017 fixant le taux d'indemnité à allouer en cas de préjudice de carrière
830.08.17.5	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/027 du 29 août 2017 fixant la limite des frais funéraires
830.08.17.6	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/028 du 29 août 2017 fixant les modalités d'indemnisation du préjudice économique des ayants droit de la victime décédée
830.08.17.7	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/029 du 29 août 2017 fixant le taux d'indemnisation du préjudice moral des ayants droit de la victime décédée
830.08.17.8	Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2017/030 du 29 août 2017 fixant les conditions de souscription d'une assurance frontière pour les véhicules en circulation internationale
830.05.18	Décret n° 18/011 du 2 mai 2018 spécifiant les bâtiments soumis à l'obligation d'assurance incendie



830.05.18.1	Décret n° 18/014 du 2 mai 2018 fixant le minimum de garantie d'assurance de responsabilité civile pour les dommages matériels aux tiers par véhicule et par sinistre
830.05.18.2	Décret n° 18/016 du 14 mai 2018 fixant le barème des responsabilités des véhicules impliqués dans un accident
830.05.18.3	Arrêté interministériel n° 027/CAB/VM/MIN/TC/2018 et n° CAB/MIN/FINANCES/2018/020 fixant le 16 mai 2018 fixant le montant minimum de la garantie d'assurance obligatoire de responsabilité civile des transporteurs maritimes, fluviaux et lacustres ou des voies de navigation intérieures et fixant le montant de l'amende en cas de contravention à l'obligation d'assurance prévue à l'article 188 du code des assurances
830.05.18.4	Arrêté interministériel n° 028/CAB/VM/MIN/TC/2018 et n° CAB/MIN/FINANCES/2018/020 fixant le 16 mai 2018 fixant le montant de l'amende en cas de contravention à l'obligation d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs aériens
830.05.18.5	Arrêté interministériel n° CAB/MIN-ITPR/2018/0005 et CAB/MIN/FINANCES/2018/052 du 23 mai 2018 relatif au contrôle technique en matière d'assurance des risques de construction
830.05.18.6	Décret n° 18/015 du 3 mai portant création, organisation et fonctionnement d'un organisme public dénommé Agence de gestion des fonds humanitaires en République démocratique du Congo, en sigle « AGFH »
830.07.18	Décret n° 18/027 du 14 juillet 2018 portant création, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Caisse nationale de sécurité sociale, en sigle « CNSS »
830.11.18	Arrêté ministériel n° 144/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 fixant le montant, les modalités de paiement des allocations prénatales, la périodicité et les conditions de suspension
830.11.18.1	Arrêté n° 141/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 portant organisation, affectation et fonctionnement du corps des contrôleurs de la Caisse nationale de sécurité sociale
830.11.18.2	Décret n° 18/036 du 19 novembre 2018 portant création et fonctionnement du Conseil consultatif de la revue stratégique sur l'éradication de la faim en République démocratique du Congo

830.11.18.3	Arrêté ministériel n° 146/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 10 novembre 2018 fixant les modalités d'affiliation des employeurs, d'immatriculation des travailleurs, de perception des cotisations, de liquidation et du service des prestations ainsi que les obligations qui incombent aux employeurs et aux travailleurs
830.11.18.4	Arrêté ministériel n° 142/CAB/MINETAT/MTEPS/2018 du 8 novembre 2018 déterminant les modalités d'application du mois d'assurance
830.11.18.5	Arrêté ministériel n° 145/CAB/MINETAT/01/2018 du 8 novembre 2018 déterminant les conditions du bénéfice de réadaptation fonctionnelle, de rééducation professionnelle et de reclassement professionnel
830.11.18.6	Arrêté ministériel n° 138/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 fixant les taux et modalités des pénalités en cas de retard de versement des cotisations sociales et de défaut de production de déclaration dans le délai
830.11.18.7	Arrêté ministériel n° 139/CAB/MINETAT/MTEPS/01/2018 du 8 novembre 2018 déterminant les modalités d'assujettissement des travailleurs assimilés à la branche des risques professionnels
830.11.18.8	Décret n° 18/041 du 24 novembre 2018 fixant les taux de cotisations dues à la Caisse nationale de sécurité sociale, en sigle « CNSS »
830.11.18.9	Arrêté ministériel n° 181/MIN/AFF.SOC/2018 du 23 novembre 2018 portant création et organisation d'un cadre technique de concentration et de suivi de l'action sociale